

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

PALAIS ÉPISCOPAL - RESTAURATION DE LA TOITURE ET DE LA VERRIÈRE DU BÂTIMENT ROTONDE

Catégorie opération 2



16 Rue Brûlée
67000 STRASBOURG

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	03/10/2022	Plan Général de coordination
2	26/10/2023	Plan Général de Coordination version 2 (suite à redéfinition des travaux et modification de l'allotissement)
3	10/01/2024	Changement de l'intitulé du Maitre d'Ouvrage
4	21/05/2025	
5	21/05/2025	Modification de l'adresse de la Maitrise d'Œuvre

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.8 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	17
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	18
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	18
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	20

3.5.1 Présence d'amiante	20
3.5.2 Présence de plomb	20
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	20
3.5.4 Travaux divers	20
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	22
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	24
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	24
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	26
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	27
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	27
5.2 CANTONNEMENTS.....	27
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	31
5.3.1 Mise en place bungalows	31
5.3.2 Cantonnement à étages.	32
5.3.3 Installation électrique.....	32
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	33
6.1 ORGANISATION.....	33
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	33
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	33
6.2.2 Interdiction de fumer	33
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	34
7.1 PPSPS	34
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	34
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	34
8 Annexes	35
Panneau : En cas d'accident.....	35

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

PALAIS ÉPISCOPAL - RESTAURATION DE LA TOITURE ET DE LA VERRIÈRE DU BÂTIMENT ROTONDE

RESTAURATION DE LA TOITURE ET DE LA VERRIÈRE DU BÂTIMENT ROTONDE

16 Rue Brûlée
67000 STRASBOURG



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Il s'agit de travaux de restauration de la toiture et de la verrière du bâtiment rond du Palais épiscopal.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

2

Nature de la couverture / toiture

Toiture ardoise avec double Verrière

Autres

Travaux en site occupé.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	PREFECTURE DU BAS RHIN 5 PLACE DE LA REPUBLIQUE BP 1047 67073 STRASBOURG CEDEX	
Maître d'Oeuvre	INGEDEC 9, rue du Parc 67205 OBERHAUSBERGEN	TEL : 03 90 20 56 04
CSPS	QUALICONSULT SECURITE 19, rue des Cigognes 67960 ENTZHEIM	TEL : 03 88 78 45 81
Inspection du travail	DDETS 14 rue du Maréchal Juin 67084 STRASBOURG CEDEX	TEL : 03 88 75 86 86
OPPBTP	OPPBTP Espace Européen de l'Entreprise 21, avenue de l'Europe 67300 SCHILTIGHEIM	TEL : 03.88.31.36.00 FAX : 03.88.31.51.88
CARSAT	CARSAT 14, rue Adolphe Seyboth 67010 STRASBOURG	TEL : 03 88 14 33 00

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - ECHAFAUDAGE / PLATEFORME
- N°02 - COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS
- N°03 - VERRIERE / DESAMIANPAGE
- N°04 - VENTILATION

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 12/01/2026 pour une durée de 8 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 1008.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés.

Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet : travaux sur bâtiment existant.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

L'entreprise générale devra demander la consignation des réseaux avant intervention sur le bâtiment, dans les zones concernées

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération : **Rapport CGEST Rat palais Episco 25-09 de SOCOTEC**

CONCLUSION du rapport: **présence d'amiante au niveau de la verrière (cf. rapport)**

Ces documents seront transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.

- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Lot 03 : VERRIERE / DESAMANTAGE

2.5 PLOMB

Repérage avant travaux : **Rapport 2009CGESTRAATPALAISEPISCOPAL09 de SOCOTEC**

CONCLUSION: **Présence de plomb (cf. rapport)**

Ce document sera transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation : A définir
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS

Lot 03 : VERRIERE / DESAMANTAGE

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les clôtures comporteront les panneaux réglementaires « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » - « Port des équipements individuels » - « Accès aux seules personnes autorisées », « Interdit de fumer à l'intérieur du bâtiment »

Les clôtures seront liaisonnées par des colliers vissés et les éléments enfichés dans des socles béton.

La déclaration préalable sera affichée à l'entrée du chantier.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	PIC de l'opération (Plan d'Installation de Chantier)	Bureau du chantier dans la base-vie	MOE	MOE
Clôture	Clôture de type Héras (h=2m) liaisonnée par collier	Périphérie des zones travaux / stockage	Lot 1: ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS
Homme trafic	Responsable du lot réceptionnant le véhicule à l'entrée du site	A l'entrée du site	Chaque lot réceptionnant une livraison	Chaque lot réceptionnant une livraison
Signalisation	Signalisation routière et piétonne	En amont et en aval du site de travaux	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, sur demande du Maître d'œuvre / CSPS, pourra décider de faire procéder à la remise en état des installations par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
-------------	--------	--------------------------------	--------------------------

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Entrée au 16 de la rue Brûlée	Existante	MOE
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Chaque salarié devra pouvoir présenter sa carte d'identification professionnelle	Chaque intervenant	Chaque intervenant
Badge	Badge professionnel (brassard, logo sur le casque, impression sur vêtements de travail...)	Chaque intervenant	Chaque intervenant

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, pourra demander à chaque responsable d'entreprise la liste du personnel intervenant sur le site.

2.8 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

La base-vie est située dans l'emprise du chantier, les cheminements de circulation base-vie/postes de travail seront balisés et signalisés.

Ces cheminements seront intégrés au PIC.

Les circulations piétonnes et véhicules devront rester propres et dégagées pendant toute la durée des travaux.

Les voiries aux abords du chantier devront être nettoyées régulièrement.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	Voie unique d'accès à la cour.	Existante	MOE pour représentation sur le PIC	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS
Aire de livraison	Cour du palais : zone gravillonnée contre le bâtiment voisin	Existante	MOE pour représentation sur le PIC	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de stationnement	2 places mise à disposition des entreprises	A représenter sur le PIC	MOE	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS
Homme de manœuvre	En entrée et sortie des livreurs et entreprises	Portail coté rue Brûlée	Chaque intervenant concerné par une livraison	Chaque intervenant concerné par une livraison

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Cheminement piéton en revêtement dur	De l'entrée piétonne jusqu'à la base-vie	Existant	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	Cheminement piéton dans le bâtiment	De la base-vie chantier jusqu'aux différents postes de travail	Existant	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS
Eclairage	Existant	Existant	Existant	MOA
Accès couverture/terrasse	Echafaudage périphérique	A définir sur le PIC	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME
Auvent protection accès	Auvent fixe et rigide	Au niveau de chaque entrée du bâtiment	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Les moyens de manutention envisagés par les entreprises seront décrits précisément dans le PPSPS en précisant notamment le matériel de manutention, les recettes et les mises en commun envisagées. L'installation d'un moyen de manutention, levage sur chantier (monte-matériaux, treuils, grue mobile ou à tour...) doit être soumise systématiquement à l'accord du coordonnateur avant réalisation, pour en étudier les interférences et ce après étude par le lot utilisateur de la méthodologie d'installation, la stabilité au sol, les zones d'interdiction de survol...

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Zone de déchargement conformément au PIC	Chaque entreprise utilisatrice	Chaque entreprise utilisatrice	Sans objet
Transpalette/chariot	Ensemble du bâtiment	Chaque entreprise utilisatrice	Chaque entreprise utilisatrice	Sans objet

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).
La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il conviendra, pour les manutentions manuelles, de :

- répartir, au plus près de l'exécution, et de manière compatible avec le maintien des circulations, l'ensemble de approvisionnements.
- mettre en place des moyens nécessaires pour les manutentions terminales : par exemple: trans-palettes, diables,...

- limiter le poids des charges par des conditionnements de faible poids pour des travaux peu importants, (sacs de ciment de 25 kg, de bouteilles oxygène, acétylène de petite capacité et sur chariot, ou tuyaux flexibles gaz de grande longueur limitant les déplacements des bouteilles...)

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque Lot

Lot chargé de l'entretien

Chaque Lot

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux de construction	Sur palette au sol (plate-forme stabilisée)	Suivant le PIC (zone de stockage)	Sans objet	Interdiction de superposer deux palettes
Produits chimiques, peintures, solvants...	En container ventilé et/ou sur bac de rétention	Suivant le PIC (zone de stockage)	Conformément aux prescriptions de stockage des produits concernés	Conformément aux prescriptions de stockage des produits concernés
Gaz	Rack de stockage vertical	Suivant le PIC (zone de stockage)	Conformément aux prescriptions de stockage des produits concernés	Rack verrouillable
Combustible	En container ventilé avec bac de rétention	Suivant le PIC (zone de stockage)	Conformément aux prescriptions de stockage des produits concernés	Sacs d'absorbant à proximité

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise enlèvera au quotidien ses gravats et déchets et nettoiera son poste de travail en fin de journée.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Ensemble des postes de travail	Quotidienne	Chaque entreprise	Chaque entreprise

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Benne couverte	Dans la cour du Palais	Suivant besoin du chantier	<p style="text-align: right;">Lot</p> <p>02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS</p>	<p style="text-align: right;">Lot</p> <p>02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS</p>

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

CHAQUE ENTREPRISE SERA CHARGÉE DE L'ÉVACUATION DE SES DÉCHETS ET GRAVATS !

Le traitement des déchets à la charge de chaque lot devra se faire conformément à la réglementation en vigueur.

Gestion des déchets :

Le Maître d'Œuvre et les entreprises seront tenus de se référer à tous les textes réglementaires et recommandations en vigueur. On peut notamment le Code de l'Environnement stipulant que « chaque département est couvert par un plan départemental ou interdépartemental de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics ».

Lors de la préparation de chantier, les entreprises devront prévoir, conformément à la réglementation, un mode opératoire de tri et évacuation des déchets, gravats et matériaux dans des décharges classées, appropriées et agréées.

Catégorie de déchets de chantier :

Les déchets de chantier se répartissent réglementairement suivant ces cinq catégories :

- les Déchets Inertes (DI),
- les Déchets Industriels Banals (DIB),
- les Déchets Dangereux (DD),
- les Déchets d'Emballages (DE),
- les Ordures Ménagères (OM).

Organisation des aires de stockage déchets sur le site :

L'entreprise devra mettre en place un lieu de stockage des déchets facilement accessible pour le personnel du chantier et pour les camions chargés de l'enlèvement des bennes. L'entreprise en charge de la gestion des déchets devra prévoir les moyens mécaniques pour le déchargement des containers et des bennes, ou à défaut l'aménagement d'une rampe sécurisée pour le vidage des bennes.

EN CAS DE NON RESPECT PAR LES ENTREPRISES :

Mise en place de bennes sur simple demande du Maître d'Ouvrage aux frais des entreprises défaillantes.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Lot 03 : VERRIERE / DESAMANTAGE

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS

Lot 03 : VERRIERE / DESAMANTAGE

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Tout local	Tout lot utilisateur	Ecran de protection Extincteur tous feux	Règle du permis de feu

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier à la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment l'application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques propres encourus, à mettre en place et à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la fin de son intervention.

Les mesures de protection collectives sont systématiquement privilégiées aux protections individuelles. Elles sont définies pendant la période de préparation avec les entreprises concernées et sont évolutives suivant l'avancement du chantier.

Les mesures de coordination correspondantes sont mises en place de manière à intégrer l'installation des protections collectives utilisables par tous les corps d'état jusqu'à la réalisation des protections définitives et sans s'opposer à leur mise en place.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle doit les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier.

Chaque entreprise doit, à l'issue de ses travaux, rétablir sur les lieux un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Ces mesures seront définies dans les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé que l'entreprise remettra avant toute intervention.

TOUTE ENTREPRISE QUI DÉPOSERA DES PROTECTIONS COLLECTIVES POUR PERMETTRE SON INTERVENTION DEVRA PRÉALABLEMENT :

En demander l'autorisation au CSPS, en présentant sa méthodologie de sécurisation de la zone concernée.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie petite dimension	Balisage de la trémie Platelage complet fixé au sol Garde-corps fixe et rigide	Entreprise créant la trémie	Entreprise créant la trémie
Trémie grande dimension	Balisage de la trémie Garde-corps rigide et plinthe Garde-corps fixe et rigide	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS
Couverture en pente	Echafaudage périphérique	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Périphérie de bâtiment	Avant travaux de toiture	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Ensemble des entreprises utilisatrices
Passerelles périphériques et échafaudage	En comble sous verrière haute En toiture, en périphérie de l'embase de la verrière.	Avant travaux de toiture ou sur verrière	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Lot 01 : ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Ensemble des entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par le lot concerné, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à l'installation électrique provisoire aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Au point de distribution	Période de préparation de chantier	MOE	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoire générale	Suivant le PIC	Lors de la mise en place des installations de chantier	MOE	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS
Alimentation cantonnement	Suivant le PIC	Lors de la mise en place des installations de chantier	MOE	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS
Armoires secondaires	1 coffret minimum par niveau, y compris en toiture (maximum de 50m entre chaque coffrets, rallonge maxi 25m)	A l'avancement des travaux	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » – TRAVAUX DIVERS

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Interdiction de travaux superposés et/ou de coactivité directe de zone d'intervention.

Concerne notamment :

- les risques liés aux manutentions
- les chutes d'objets, matériaux ou matériels
- les heurts entre engins de chantier, le personnel à pied
- les électrocutions par contact avec des câbles ou composants électriques sous tension
- les dangers occasionnés par des manœuvres imprévues

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par le lot concerné, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail, aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux de pose du platelage bois sur verrière basse.	Lot 1: ECHAFAUDAGE / PLATEFORME	Au démarrage des travaux	Aucun travaux superposés dans la zone d'intervention	Lot 1: ECHAFAUDAGE / PLATEFORME
Travaux de couverture / verrerie	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANPAGE	Au démarrage des travaux	Aucun travaux superposés dans la zone d'intervention	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANPAGE

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Travaux en hauteur.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot 3 : VERRERIE / DESAMIANPAGE	Dépose du vitrage de la verrière haute	Travaux en hauteur et sous confinement	Aucune coactivité ni superposition de tâche

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Tous les lots	Intervention en hauteur	Interdiction de travaux superposés	Utilisation de matériel adapté et conforme à la réglementation : <ul style="list-style-type: none"> • PIRL • échafaudage mobile (personnel habilité au montage) • échafaudage fixe (personnel habilité au montage) • plateforme (personnel habilité au montage) • filets (personnel habilité au montage)

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le 13/10/2023 Monsieur Thierry LANG Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une réunion de préparation avec le Représentant du Chef d'établissement en activité en présence du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail.

Au cours de cette réunion les points suivants ont été évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Entrée du chantier 16, rue Brulée	Néant	Néant	Tous les intervenants	Tous les intervenants
Bruit dû au chantier	Ensemble du site	Site occupé	Optimiser au maximum les nuisances sonores	Tous les intervenants	Tous les intervenants
Interférence avec activité du site	Travaux en toiture sur verrière (basse et haute)	Passage des occupants du site en dessous de la verrière avec risque de chute de matériaux, éclat de verre, personne...	Platelage en comble au dessus verrière basse Bâche tendue sous verrière basse avant son nettoyage.	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANPAGE	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANPAGE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Sans objet - Travaux sur bâtiment existant.

5.2 CANTONNEMENTS

Les prescriptions en matière d'hygiène pour ces locaux sont définies dans le Code du travail aux articles R. 4534-138 à R. 4534-145. Les installations sanitaires doivent être correctement :- aérées (25 m3 d'air par heure et par occupant, aucune odeur n'est tolérée),- éclairées (120 lux minimum), chauffées.**Cabinet et urinoir** :Les cabinets doivent être en nombre suffisant :- un cabinet et un urinoir pour vingt salariés,- deux cabinets (équipés de réceptacles pour protections périodiques) pour vingt femmes,- un cabinet au moins doit contenir un point d'eau.**Lavabos** :Il faut un lavabo pour dix personnes.**Douches** :Elles sont obligatoires dans le cas de travaux salissants. Il faut :- une douche pour huit personnes devant utiliser cet équipement,- une alimentation avec de l'eau à température réglable,- une communication entre les douches et les vestiaires.**Réfectoires** :Si les travailleurs prennent leurs repas sur le lieu de travail :- Le local doit être pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant,- Le local doit disposer d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage des aliments (micro-ondes par exemple),- Le local doit disposer d'un garde-manger destiné à protéger les aliments, et si possible d'un réfrigérateur (celui-ci pouvant faire office de garde-manger).**Salle de réunion** :La salle de réunion sera utilisée par le maître d'ouvrage et l'ensemble de la Maîtrise d'œuvre pendant toute la durée de l'opération. Celle-ci servira aux réunions hebdomadaires.La salle de réunion devra comporter:- des tables et des chaises en nombres suffisants par rapport à l'effectif réel sur site,- des armoires verrouillables pour les échantillons et les dossiers- des surfaces permettant l'affichage des plans, ainsi qu'un système permettant de les fixer (aimants par exemple)La salle de réunion devra également comporter des casques de sécurité neufs mis à disposition des visiteurs éventuels, une trousse de secours, et les affichages réglementaires avec les numéros d'appels des secours.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
-------------	------------------	--------------	-------------------------	--------------------------------	---------------------------	-------------------------

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	1,25 m ² de surface par salarié	Base-vie de l'opération	Armoires doublées, vestiaires chauffés, ventilés et éclairés, patères en nombre suffisant.	<p>Lot 02</p> <p>:</p> <p>COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS</p> <p>Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANTAGES</p>	<p>Lot 02</p> <p>:</p> <p>COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS</p> <p>Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANTAGES</p>	<p>Lot 02</p> <p>:</p> <p>COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS</p> <p>Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANTAGES</p>

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	1,50 m ² desurface parsalarié	Base-vie de l'opération	Tables,chaises, microonde, frigo,balai,pou belles,chauffa ge etventilation	MOE	<p>Lot 02</p> <p>:</p> <p>COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANTA GE</p>	<p>Lot 02</p> <p>:</p> <p>COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANTA GE</p>

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	1 urinoir et & WC pour 20 salariés 1 WC féminin le cas échéant	Base-vie de l'opération	Raccordé sur le réseau EU à proximité d'égout fosse septique Chauffé et ventilé équipé de 2 lavabos avec papier et savon	MOE	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIÈRE / DESAMIANTE	Lot 02 : COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIÈRE / DESAMIANTE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Salle de réunion	De dimensionssuffisantespour assurerles réunionshebdomadaireet les réunions CISSCT	Base-vie de l'opération	Tables,chaïses, support defixation pourplan,...	MOE	<p>Lot 02</p> <p>: COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANTEGE</p>	<p>Lot 02</p> <p>: COUVERTURE ARDOISE « VIEILLE ALLEMANDE » / TRAVAUX DIVERS Lot 03 : VERRIERE / DESAMIANTEGE</p>

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le nettoyage des communs de la base-vie (sanitaire, réfectoire, salle de réunion) devra être réalisé par un prestataire de service pendant toute la durée des travaux et conformément à la réglementation.

Tous les frais de dégradations seront à la charge des entreprises concernées.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Les lots nécessitant l'utilisation d'un bungalows (préciser quantité, besoin en raccordements, type et surface du matériel) devront présenter leurs besoins pour validation et intégration au PIC de l'opération

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	MOE pour installation de la base-vie MOE pour les coffrets de distribution	Vérification de conformité par organisme agréé Auto-contrôle pour les coffrets secondaires

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque chef de chantier ou responsable sur site sera muni d'un téléphone portable de société	Sans objet	Sans objet	Téléphone portable professionnel pour chaque responsable d'entreprise
Accès secours	Accès principal du chantier	Maintien des accès dégagés	Entrée existante immeuble	Tous les intervenants
Point de rencontre	Suivant le PIC	Sans objet	Repérage sur le PIC	MOE
Secouriste	Secouriste de chaque entreprise	Sans objet	Pictogramme réglementaire sur le casque	Chaque entreprise
Trousse de secours	Dans le véhicule de chaque entreprise Une trousse à disposition dans le bureau de sécurité	A disposition du secouriste de l'entreprise	Suivant le PIC	Chaque entreprise
Contrôle périodique	Affichage dans la base vie	Sans objet	Suivant le PIC	Tous les lots concernés

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Attention : Les inspections Communes devront être organisées à l'avance, soit à minima 10 jours avant la venue de l'entreprise sur le site pour toute prestation de travaux (Titulaires et Sous-traitants). Y compris pour des phases de livraisons de matériaux et matériels. Le PPSPS devra être remis après avoir réalisé l'Inspection Commune et avant toute intervention. Le PPSPS devra être rédigé en langue Française pour la diffusion aux organismes professionnels de la prévention (CARSAT, DIRECCTE (Inspection du Travail) et l'OPPBTP), ainsi que pour le Coordonnateur SPSII existera une version originale dans la langue du pays d'origine pour l'entreprise, à disposition sur le chantier pour le personnel.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

PALAIS ÉPISCOPAL - RESTAURATION DE LA TOITURE ET DE LA VERRIÈRE DU BÂTIMENT ROTONDE

16 Rue Brûlée
67000 STRASBOURG

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: STRASBOURG
RUE :16 Rue Brûlée

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 03.88.78.45.81 .